

SAMMLUNG

VON

HANDELSBERICHTEN SCHWEIZ. KONSULATE

ÜBER DAS

JAHR 1902



SEPARATABDRUCK AUS DEM SCHWEIZ. HANDELSAMTSBLATT

JAHRGANG 1903



RECUEIL

DE

RAPPORTS COMMERCIAUX DE CONSULATS SUISSES

SUR

L'ANNÉE 1902



TIRAGE A PART DE LA FEUILLE OFFICIELLE SUISSE DU COMMERCE

ANNÉE 1903



BERN

BUCHDRUCKEREI H. JENT

1904.

Dodis



Inhaltsverzeichnis * Table des matières

Bericht des Konsulats in — Rapport du consulat à

	Seite		Pages
Antwerpen	145	Anvers	145
Béziers	1	Béziers	1
Bordeaux	74	Bordeaux	74
Budapest	67. 133	Buda-Pesth	67. 133
Bukarest	38	Bucharest	38
Christiania	22	Christiania	22
Corrientes	9	Corrientes	9
Frankfurt a. M.	117	Francfort s. M.	117
Galatz	13	Galatz	13
Guatemala	6	Guatémala	6
Livorno	141	Livourne	141
Patras	28	Patras	28
Portland (Oregon)	4	Portland (Orégon)	4
St. Petersburg	119	St-Pétersbourg	119
Valparaiso	135	Valparaiso	135
Yokohama	45. 55. 79	Yokohama	45. 61. 79



XVII.

Valparaiso.

Rapport du consul général, M. Luis E. Sinn.

Octobre 1903.

Situation générale. Comme cela était prévu dans le précédent rapport de ce consulat général, l'acceptation de la sentence arbitrale du roi d'Angleterre pour la délimitation des contrées disputées à l'Argentine et le traité d'arbitrage avec le même pays ont rendu au commerce, en 1902, une tranquillité dont il avait bien besoin. Le peuple, si étranger quelquefois aux conclusions de la diplomatie, ayant scellé la paix avec nos voisins dans les fêtes de septembre données à la délégation militaire venue de Buenos-Aires, nous pouvons reposer dorénavant sur cette tranquillité dans la sécurité qu'elle ne sera point troublée.

Il n'est donc pas étrange que, outre la hausse du change international, d'autres faibles signes de prospérité se fassent sentir: le crédit n'est plus si restreint, les taux de l'intérêt et de l'escompte ont une légère tendance à la baisse et les capitaux étrangers commencent à arriver au pays, ne craignant plus autant la dépréciation du papier monnaie, qui, à la suite d'une guerre, aurait été énorme, mais dans les circonstances ordinaires ne peut être qu'insignifiante et se trouve par cette raison entièrement compensée avec le haut intérêt que gagne l'argent.

On ne doit point, cependant, tirer de ce qui précède des conclusions trop optimistes sur la situation générale; il faut considérer que le Chili n'a pas souffert d'une crise violente, maladie économique qui après avoir paralysé la production ou atteint fortement la vitalité de certaines industries, disparaît, laissant reflourir derrière soi la richesse au moment perdue: le Chili au contraire a souffert et souffre d'un appauvrissement général, d'une atonie de production, si l'on peut dire ainsi, dont les causes sont nombreuses et compliquées et dont il ne peut pas revenir avec la seule sécurité de la paix extérieure et intérieure.

Depuis l'annexion des provinces prises au Pérou, le fisc est riche, à part ses entrées ordinaires avant la guerre 1879—83, de la rente douanière du salpêtre qui, sans compter les droits sur le iode, a produit en 24 ans 750 millions de piastres or de 18 pence. Cette rente, qui disparaîtra avec le salpêtre d'ici à trente ans, n'a pas été invertie en chemins de fer, routes, canaux d'irrigation, canalisation de fleuves, fomentation de l'immigration, etc., en un mot, en ce qui peut créer des richesses permanentes telles que l'industrie agricole et minière amplement développées; la rente du salpêtre, au contraire, est allée grossir les dépenses ordinaires de l'état et à tel point que, même en ayant recours périodiquement au crédit, son budget laisse presque chaque année du déficit. A ces dépenses élevées du fisc correspondent l'abandon du travail d'initiative et d'effort, comme l'industrie, de part de la bourgeoisie, l'accroissement excessif des professions libérales, l'habitude du luxe et la bureaucratie, la plupart des jeunes gens cherchant de préférence l'administration pour s'en faire une carrière;

et le peuple de son côté ne sentant point sous ce ciel toujours trop beau et dans ce climat toujours trop doux l'aiguillon du besoin impérieux, vivote en général au jour le jour, sans songer au lendemain, sans économiser, presque sans travailler, convaincu d'ailleurs de la vérité du proverbe: «au Chili l'on ne meurt pas de faim».

Mais si le fisc est riche et si sa richesse a pu faire un moment celle des chiliens, le pays ne l'est point puisqu'il ne produit pas ce qu'il dépense; et l'habitude de la vie facile et fastueuse prise, et les nécessités augmentant sans cesse, le bien-être d'un moment est devenu peu à peu de la gêne, même de la misère. Sans capitaux, sans industries, sans activité productive au degré de sa consommation, le pays souffre, comme je disais plus haut, d'appauvrissement général: l'argent qu'il dépense et qui provient d'une source devant bientôt tarir va enrichir les fabricants de l'étranger principalement et les faibles producteurs du pays ensuite, en très faible échelle.

Inutile d'expliquer maintenant pourquoi les immigrants, commerçants et industriels en leur totalité, réussissent toujours, aussi inexpérimentés et dénués de capitaux qu'ils soient. Mais le Chili ne tire pas grand profit de leur prospérité, d'abord parce qu'ils sont en faible proportion sur la population totale et ensuite parce que les fortunes qu'ils amassent ne restent pas ordinairement ici.

Pour que la prospérité des étrangers devienne générale, il faudra du temps. Petit à petit la rente du salpêtre diminuera et les marchandises que le pays importe aujourd'hui pour la valeur de cette rente et qu'il ne pourra pas se passer d'importer plus tard, se pateront en produits que le chilien exploitera ou fabriquera. Déjà la gêne que l'on ressent il y a des années, devient une puissante alliée des capitaux qui viennent au Chili; et les travailleurs du pays ont besoin seulement d'être initiés et dirigés, car il ne leur manque ni le courage, ni l'endurance, ni une remarquable adresse qu'ils sauront, le moment venu, mettre au service de nouvelles entreprises.

Entre-temps, des droits élevés assurent la prospérité des manufactures naissantes et les grands capitaux et les bons ouvriers n'existent presque pas en comparaison des richesses inexploitées; d'où il résulte que tant les capitalistes que les ouvriers trouvent au Chili un vaste champ de travail. Je ne dis pas que ces derniers puissent faire fortune en quelques mois, comme on le croit souvent quand on vient en Amérique, mais ils peuvent en échange conquérir sans sacrifice une position lucrative et aisée et s'assurer un bel avenir.

Les chiffres du budget de l'état en 1902 sont les suivants: entrées \$ 138,499,007.61; dépenses \$ 134,267,086.55, ce qui donne, après avoir soldé le déficit de l'exercice 1901, un excédant des entrées sur les dépenses de près de trois millions. On découvre néanmoins, en décomposant les chiffres, que l'exercice est loin d'être favorable, car des 138½ millions de piastres composant en 1902 les recettes du fisc, 42½ millions sont dus à des emprunts à courte échéance et à des prélèvements sur les fonds de conversion, réserve destinée annuellement au rachat qu'on projette du papier-monnaie en circulation, en payant en or sa valeur nominale de 18 pence par piastre.

Législation commerciale. Un «Code de procédure civile» a été étudié et voté en 1902 et a commencé à déployer ses effets le 1^{er} mars de l'année courante; on attend de son application des grands avantages pour le commerce, car il a aussi remplacé, malgré son nom, les anciennes lois de procédure commerciale qui faisaient les procès si longs et si coûteux. Avec ce code, une loi créant la cour de cassation est aussi entrée en vigueur.

En outre, l'exécutif a requis l'approbation des chambres pour les traités de commerce passés avec l'Italie et le Japon, pour celui d'extradition avec la Belgique et pour la convention avec la France sur les marques de fabrique.

Production, importation et exportation totales. La valeur des marchandises importées en 1901, \$ 139,300,766, fut réduite en 1902 de \$ 6,872,562 et ne monta, en conséquence, qu'à la somme de \$ 132,428,204. L'exportation, qui avait été en 1901 de \$ 171,844,976, a, par contre, haussé l'année dernière à \$ 185,879,965, ce qui donne un surplus de \$ 14,034,989 par rapport à 1901. Le chiffre total du commerce extérieur du Chili est donc, pour l'année dernière, de \$ 318,308,169 or de 18 pence.

De l'examen de ces données on pourrait conclure tout d'abord que l'exercice 1902 a été bien plus favorable que le précédent, puisque le pays a vu sa production de l'année 1901, s'augmenter des 14 millions de piastres qu'il a exportés et des 7 millions environ qu'il a cessé d'importer, n'en ayant pas besoin. Malheureusement l'étude de la statistique démontre le contraire, tout paradoxal que cela puisse sembler et bien qu'il soit vrai que l'agriculture a donné en 1902 les 7 millions de blé qu'à cause de la perte des récoltes on s'est vu obligé d'importer en 1901. Pour m'expliquer, il me faut décomposer les chiffres de l'exportation comme suit, afin de bien mettre au clair le rendement des principales industries chiliennes et établir un parallèle entre les deux années:

	1901	1902
	\$	\$
Produits minéraux, sauf le salpêtre et le cuivre	16,237,000	9,167,523
Salpêtre	118,860,000	126,407,000
Cuivre	23,847,000	17,123,000
Produits animaux	7,723,000	7,250,693
Produits agricoles, hors le blé et la farine	4,767,666	6,616,235
Blé et farine	210,000	2,966,000
Numéraire	208,310	16,349,514
	171,844,976	185,879,965

On peut voir dans ce cadre qu'exception faite du salpêtre, la production de l'agriculture seulement a gagné en 1902 (deux et demi millions en blé et farine, et deux millions en différents autres produits, plus ou moins), les récoltes n'ayant pas été perdues comme en 1901 à cause de pluies excessives. Mais le rendement de l'industrie minière a diminué considérablement, six et demi millions sur sa branche principale, le cuivre, et sept autres millions sur ses autres produits; la production de cuirs, laines, miel, cire, fromages, etc., a aussi diminué de 500 mille piastres environ; et finalement le gouvernement a exporté en 1902 pour plus de 16 millions en or frappé, qui ont servi à payer les derniers achats d'armement faits vers la fin de 1901, lors des alarmes avec l'Argentine. Mes conclusions sont donc absolument défavorables sur le dernier exercice et sur la situation économique actuelle.

J'ai exclu de ces comparaisons de la production le salpêtre, il est vrai, et son augmentation de 7½ millions de piastres en 1902 sur 1901, qui contrebalance en partie les résultats de mon calcul; mais il doit en être ainsi puisque le salpêtre n'est pas une richesse permanente et ne peut pas compter comme facteur principal dans la vie économique du pays: il doit disparaître dans quelques années, se trouve de préférence entre les mains d'étrangers non domiciliés au Chili et ne laisse aujourd'hui d'autre profit certain au pays que les droits de sortie perçus par le fisc et les salaires des 23,000 ouvriers qui l'extraient. Même pour faire un

calcul sincère et autant que possible exact du progrès de la richesse chilienne, je devrais biffer complètement de mes données les nombres touchant l'exportation du salpêtre; on verrait alors que le Chili, au lieu de prospérer, a déchu énormément depuis 1879, car s'il exporte aujourd'hui beaucoup de nitrate et de iode qu'il ne produisait alors qu'en très faible quantité — environ 10 millions de piastres annuellement — ses mines et ses champs ont produit et exporté en 1902 pour 28 millions de moins qu'il y a 24 ans. Ces faits démontrent éloquemment l'appauvrissement dont j'énonçais les causes plus haut; ils confirment aussi la vérité de mes observations sur les motifs du succès des étrangers qui n'abandonnent pas l'industrie et le commerce, puisque, s'il est vrai que le pays s'appauvrit parce qu'on n'exploite pas ses sources permanentes de richesse, il ne l'est pas moins qu'il y en a d'autres qui soutiennent artificiellement son commerce et que les industriels trouvent chaque jour moins de concurrence.

Je n'expose pas en détail la marche des industries du pays parce que hors celle de la raffinerie de sucre et la vinicole, qui suffisent amplement à ses besoins, elles sont trop petites pour figurer dans une étude à grands traits de la production et du commerce chiliens et ne pourraient être mentionnées ici qu'à titre de louables essais.

Des esprits optimistes m'objecteront sans doute que dans les calculs précédents j'arrive à de tristes conclusions sur l'état actuel de la richesse chilienne parce que j'ai pris comme chiffres de la production ceux de l'exportation. En vérité, faute d'une statistique de la production, celle de l'exportation sert de base à mes observations, mais cela ne peut nuire grandement à leur exactitude, étant donné que le chiffre à additionner aux différentes marchandises pour leur ajouter la consommation calculée du Chili et obtenir ainsi sa production, n'est pas très élevé, vu que le pays n'a que 3¹/₂ millions d'habitants; et ce chiffre restant, d'autre part, approximativement le même d'une année à l'autre, il ne fausserait en rien, quel qu'il fût, mes calculs par comparaison.

Importation de la Suisse. Je dois reproduire ici les observations faites dans les rapports antérieurs de ce consulat général, c'est-à-dire que la statistique officielle ne contient pas les véritables chiffres de notre importation au Chili, attribuant simplement la plus grande partie des marchandises aux pays auxquels appartiennent leurs ports de provenance. J'ai fait cette remarque à un des chefs de la statistique de la surintendance des douanes et nous devons étudier sous peu la manière d'obtenir pour l'année prochaine un cadre exact des marchandises suisses importées au pays. Entre-temps il faut se contenter des données de la statistique telle qu'elle se dresse maintenant, et ces données sont si encourageantes pour le commerce suisse pendant l'année 1902 qu'elles portent à croire que l'énorme augmentation y figurant par rapport à 1901 est plutôt dû à un enregistrement plus exact qu'à un vrai développement de nos relations commerciales avec le Chili, malgré les assurances que l'on me donne que le système d'enregistrement n'a point subi de changement depuis longtemps.

L'importation de la Suisse a été en 1902 de \$ 272,054 contre \$ 83,209 en 1901, ce qui donne une différence de \$ 188,845 en faveur de l'année dernière, de beaucoup trop belle en effet pour correspondre à la réalité, puisqu'elle équivaldrait à une augmentation de 330% environ, qui a fait monter la Suisse du 23^{me} au 16^{me} rang parmi les plus grands importateurs au Chili.

Quoiqu'une augmentation de 330% ne soit pas vraisemblable (surtout si l'on considère que l'importation totale au Chili a diminué en 1902 par rapport à 1901), il faut remarquer, comme je viens de le signaler, que les chiffres de l'importation de la Suisse restent toujours, même ceux de 1902,

bien au-dessous de la réalité; et j'ai la certitude que lorsqu'ils viendront à être connus notre pays sera encore classé cinq ou six rangs plus haut dans la liste des importateurs.

Il n'est pas admissible non plus que notre pays n'apparaisse point dans les cadres de l'importation sous les rubriques «boissons et liqueurs», «papier, carton et ses manufactures», «armes et explosifs», et il l'est encore moins qu'il soit absent de la colonne des «divers» (où l'on classe toutes les manufactures ne correspondant pas exactement à celles prévues dans le tarif), parce que seuls des pays tels que l'Australie, l'Inde et les républiques de l'Amérique centrale et méridionale, dont les produits manufacturés ne sont point un objet courant d'exportation, ne figurent pas dans cette colonne.

La Suisse n'apparaît pas non plus parmi les importateurs de chaînes pour montres et figure avec un chiffre dérisoire parmi ceux qui ont importé des rubans, des broderies et des dentelles.

La statistique officielle n'est pas encore exacte, car on sait que la Suisse importe bien plus de la quinzième partie des montres métal, de la dixième partie des montres or et de la sixième partie des montres argent qu'on introduit au Chili.

L'exportation du Chili pour la Suisse n'est pas connue et j'ai fait des démarches auprès de la surintendance des douanes dans le but de chercher le moyen de contrôler aussi ce mouvement à l'avenir, si c'était possible.

Tarif douanier. Le tarif a été modifié par une loi entrée en vigueur le 1^{er} janvier de l'année courante, quant au système d'évaluation des marchandises, les droits à payer restant les mêmes.

Vu l'impossibilité de résumer en peu de lignes les nombreuses modifications subies par le tarif, je rappellerai ici que les catégories pour l'évaluation des marchandises importées, qui s'élevaient à près de 5,500 suivant l'ancien système, sont réduites aujourd'hui à 2,260; les commerçants ont ainsi un guide plus ou moins fixe pour calculer l'impôt à payer, tandis que dans le temps avec la large marge existant pour classer, la fixation de cet impôt était presque entièrement laissée à l'arbitraire des employés des douanes.

On pourrait observer que ce nouveau procédé d'uniformité favorise les denrées de qualité supérieure aux dépens des ordinaires, mais les prévisions de la surintendance des douanes et de ceux qui étudient de près le problème étant différentes, il est prudent d'attendre les résultats pratiques de la réforme pour émettre une opinion autorisée à ce sujet.

Chemins de fer, voies de communication et travaux publics. Pendant l'année 1902 on a dépensé près de deux et demi millions de piastres dans la construction de 400 kilomètres de chemins de fer sur différentes lignes, et on a continué les constructions précédentes pour parcourir une longueur totale de 1,060 kilomètres. Des études ont été définitivement arrêtées sur 300 kilomètres et sont poursuivies sur 550 autres.

Les chemins de fer ont produit à l'état en 1902 \$ 16,840,874.85, soit en chiffres ronds \$ 600,000 de plus que l'année précédente.

On projette la reconstruction, dans le courant de cette année, des ponts détruits par les hivers 1899—1900 et on a passé à cet effet avec la maison Schneider et Cie., du Creusot, des contrats pour la fourniture du matériel ne pouvant pas se fabriquer au Chili. Cette même fabrique doit fournir des éléments pour les lignes en construction de Choapa à Illapel, de Pitrufquén à Loncoche et de Loncoche à Antilhue.

La loi votée dernièrement au sujet du chemin de fer à travers les Andes recevra bientôt son exécution; la date finale fixée au 1^{er} mai 1904

pour le concours de ceux qui voudraient se charger de la construction de cette ligne sera probablement avancée au 1^{er} décembre de 1903, le nombre d'offres étant déjà assez grand et les études qui viennent d'être faites conseillant le raccourcissement du délai. Espérons que cette œuvre de capitale importance pour le commerce de l'Argentine et du Chili sera sous peu une réalité.

Rien n'a été dépensé pour la conservation des routes, mais on a décrété l'établissement du service de cantonniers, encore inconnus au pays.

On a travaillé à la conclusion de 18 édifices destinés à des écoles, prisons et casernes; aux débarcadères de Taltal, Chanaral et Matanzas et aux jetées d'Antofagasta et Puerto Montt. Les travaux destinés à défendre contre la crue des eaux Vina del Mar, Andes, El Olivar et San Vicente ont été terminés et l'on continue soigneusement ceux de six autres villes et villages. On croit également pouvoir terminer en 1903 l'endiguement des lacs qui donnent naissance au flauve Huasco et arroser avec cela 80,000 hectares de terrain dans une vallée où il est exceptionnellement fertile.

Banques. Les dernières données qui me sont parvenues et que j'ai longtemps attendues pour rédiger le présent rapport, sont celles que j'avais demandées au ministère des finances sur le mouvement des Banques de la république en 1902. Ces données, très complètes sur quelques-unes de ces institutions de crédit, sont tout à fait insuffisantes sur d'autres; il n'est donc pas possible, dans ces conditions, d'établir un résumé général des opérations des banques. Je dirai pourtant qu'il ressort du détail que j'ai sous les yeux que la marche de ces établissements a été prospère pendant l'année dernière.

Les taux de l'intérêt et de l'escompte n'ont pas subi de modification depuis novembre 1901, quand même ils tendent légèrement à baisser, comme il est dit plus haut. La modification faite au tarif 1901, de 9% au lieu de 8% qu'on charge sur les avances en comptes-courants, subsiste encore.

Assurances. Le projet de loi présenté il y a des années par l'exécutif aux chambres pour obliger les agences des compagnies étrangères à faire des dépôts dans le pays en garantie du paiement des sinistres qui leur incomberaient, n'a pas encore été discuté; mais on prévoit qu'il sera éventuellement l'objet de modifications assez importantes, bien qu'il semble que l'imposition d'une forte contribution à ces agences sera approuvée sans observation.

Les compagnies nationales fondées il y a peu de temps n'ont pas pu soutenir la concurrence des anciennes compagnies; quelques-unes ont liquidé, tandis que les autres mènent une vie languissante et espèrent se relever seulement une fois que les restrictions projetées pour les agences des compagnies étrangères, les auront délivrées d'une concurrence serrée.

